



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

**portant levée de mise en demeure au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement
WDK GROUPE PARTNER à Tauxigny-Saint-Bauld**

SAIPP/BE

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Xavier LUQUET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral n° 15776 du 27 novembre 2000 autorisant la société PARTNER JOUET à exploiter un entrepôt de stockage de jouets en zone industrielle « Bois Joly » à Tauxigny-Saint-Bauld ;
- l'arrêté préfectoral n° 17473 du 1^{er} octobre 2004 autorisant la société PARTNER JOUET à procéder à l'extension de l'entrepôt de stockage de jouets situé en zone industrielle « le Bois Joly » à Tauxigny-Saint-Bauld ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27 mars 2023 à l'encontre de la société WDK GROUPE PARTNER exploitant un entrepôt de stockage de jouets en zone industrielle « Bois Joly », 90 rue Guglielmo Marconi, à Tauxigny-Saint-Bauld, lui demandant de justifier la disponibilité des moyens en eau nécessaires pour assurer une défense extérieure contre l'incendie satisfaisante et dont le calcul soit dûment justifié selon les modalités du document technique D9, dans un délai de 6 mois à compter de la notification dudit arrêté ;
- l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 avril 2024 à l'encontre de la société WDK GROUPE PARTNER exploitant un entrepôt de stockage de jouets en zone industrielle « Bois Joly », 90 rue Guglielmo Marconi, à Tauxigny-Saint-Bauld, lui demande de justifier la disponibilité du volume nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie, dans un délai de 2 mois à compter de la notification dudit arrêté et de mettre en œuvre les dispositions suffisantes permettant d'assurer le fonctionnement du dispositif d'isolement dans le même délai ;
- le rapport en date du 20 mars 2025 de l'inspection des installations classées de la DREAL Centre-Val de Loire suite à la visite d'inspection du 18 mars 2025 des installations de la société WDK GROUPE PARTNER à Tauxigny-Saint-Bauld ;

Considérant ce qui suit :

- lors de sa visite du 18 mars 2025, l'inspectrice des installations classées a pu contrôler la mise en œuvre par l'exploitant des actions correctives nécessaires en réponse aux arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 27 mars 2023 et 8 avril 2024 ;
- en conséquence, il a lieu de lever les mises en demeure susvisées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Levée de mise en demeure

Les arrêtés préfectoraux des 27 mars 2023 et 8 avril 2024, mettant en demeure la société WDK GROUPE PARTNER de justifier :

- la disponibilité des moyens en eau nécessaires pour assurer une défense extérieure contre l'incendie satisfaisante et dont le calcul soit dûment justifié selon les modalités du document technique D9 ;
- la disponibilité du volume nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie et de mettre en œuvre les dispositions suffisantes permettant d'assurer le fonctionnement du dispositif d'isolement ;

sont abrogés.

Article 2 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Orléans, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 3 – Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et au maire de Tauxigny-Saint-Bauld.

Tours, le **18 AOÛT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Xavier LUQUET